



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
15 octobre 2012
Français
Original: anglais

Sixième session

Vienne, 15-19 octobre 2012

Point 2 a) de l'ordre du jour

Examen de l'application de la Convention

des Nations Unies contre la criminalité transnationale
organisée et des Protocoles s'y rapportant: Convention
des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Chine et Fédération de Russie: projet de résolution

Participation de signataires, de non-signataires, d'entités et d'organisations intergouvernementales aux travaux du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme et à d'autres mécanismes établis par la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

*La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la
criminalité transnationale organisée,*

Rappelant sa résolution 6/[...], intitulée "Mécanisme d'examen de l'application
de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et
des Protocoles s'y rapportant",

Rappelant également que, conformément au paragraphe 41 des termes de
référence du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations
Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant,
le Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme est un groupe
intergouvernemental à composition non limitée composé d'États parties à la
Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée¹ qui
fonctionne sous l'autorité de la Conférence et lui fait rapport,

Reconnaissant la nécessité de traiter la question de la participation de
signataires, de non-signataires, d'entités et d'organisations intergouvernementales
aux travaux du Groupe de Palerme,

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.



1. *Décide* d'appliquer les règles énoncées en annexe à la présente résolution sur la participation de signataires, de non-signataires, d'entités et d'organisations intergouvernementales aux travaux du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme et à d'autres mécanismes établis par la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée;

2. *Encourage* les signataires, les non-signataires, les entités et les organisations intergouvernementales concernées à faire rapport à la Conférence et/ou au Groupe de Palerme, selon qu'il conviendra, sur leurs activités et contributions en faveur de l'application des recommandations et conclusions du Groupe de Palerme approuvées par la Conférence, notamment celles qui concernent la satisfaction des besoins d'assistance technique et l'amélioration des capacités aux fins de l'application effective de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée².

² Ibid.

Annexe

Règles sur la participation de signataires, de non-signataires, d'entités et d'organisations intergouvernementales aux travaux du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme et à d'autres mécanismes établis par la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Article premier

Signataires

1. Sous réserve d'en aviser préalablement le Secrétaire général par écrit, tout État ou toute organisation régionale d'intégration économique ayant signé la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée conformément aux paragraphes 1 et 2 de son article 36 a le droit de participer au Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme;

2. Les signataires peuvent:
 - a) Assister aux réunions du Groupe de Palerme;
 - b) Faire des déclarations à ces réunions;
 - c) Recevoir les documents du Groupe de Palerme;
 - d) Communiquer leurs vues par écrit au Groupe de Palerme;
 - e) Prendre part au processus délibératif du Groupe de Palerme.

Article 2

Non-signataires

1. Tout État ou toute organisation régionale d'intégration économique qui n'a pas signé la Convention conformément aux paragraphes 1 et 2 de son article 36 peut solliciter auprès du Bureau le statut d'observateur, à condition d'avoir avisé le Groupe de Palerme, par l'entremise du secrétariat, de son intention ou de sa décision de ratifier, d'accepter ou d'approuver la Convention, ou d'y adhérer, conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 36;

2. Lorsqu'elle avise le Groupe comme prévu au paragraphe 1 ci-dessus, l'organisation régionale d'intégration économique communique également les informations visées au paragraphe 4 de l'article 3 ci-dessous;

3. Sans prendre part à l'adoption de décisions sur des questions de fond et de procédure, ces États et organisations régionales d'intégration économique qui n'ont pas signé la Convention peuvent:

- a) Assister aux réunions du Groupe de Palerme;
- b) Faire des déclarations à ces réunions à l'invitation du Président du Groupe de Palerme et en consultation avec le Bureau;

- c) Recevoir les documents du Groupe de Palerme;
- d) Communiquer leurs vues par écrit au Groupe de Palerme.

Article 3

Entités et organisations intergouvernementales

1. Sous réserve d'en aviser préalablement le Secrétaire général par écrit, les représentants des entités et des organisations intergouvernementales qui ont été invitées à titre permanent par l'Assemblée générale à participer aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales organisées sous ses auspices, les représentants des organismes, institutions spécialisées et fonds des Nations Unies et les représentants des commissions techniques du Conseil économique et social peuvent être invités à participer aux réunions du Groupe de Palerme;

2. Les représentants de toute autre organisation intergouvernementale compétente qui a été autorisée à participer aux sessions de la Conférence peuvent aussi être invités à participer aux réunions du Groupe de Palerme;

3. Sans prendre part à l'adoption de décisions sur des questions de fond et de procédure, ces entités et organisations peuvent:

- a) Assister aux réunions du Groupe de Palerme;
- b) Faire des déclarations à ces réunions à l'invitation du Président du Groupe de Palerme et en consultation avec le Bureau;
- c) Recevoir les documents du Groupe de Palerme;
- d) Communiquer leurs vues par écrit au Groupe de Palerme;

4. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, la Conférence prie le Secrétaire général de distribuer une lettre aux entités et aux organisations intergouvernementales pour leur demander:

a) D'examiner et de faire savoir au Secrétaire général, par écrit, si elles souhaitent ou non participer aux réunions du Groupe de Palerme, compte dûment tenu de son mandat et de ses fonctions, tels qu'ils sont définis au paragraphe 43 des termes de référence du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant;

b) De fournir des informations concernant les questions sur lesquelles, et les moyens par lesquels, elles ont l'intention de contribuer aux travaux effectifs du Mécanisme d'examen, notamment en apportant leur appui et leur concours à l'application des recommandations et des conclusions du Groupe de Palerme devant être adoptées par la Conférence;

5. Le secrétariat compile les informations communiquées par les entités et les organisations intergouvernementales concernées et les présente au Groupe de Palerme;

6. Sur la base des informations visées au paragraphe 4 ci-dessus, le Groupe de Palerme décide, par consensus et selon que de besoin, d'actualiser la liste des entités et des organisations intergouvernementales devant être invitées à participer à ses réunions;

Article 4**Application à d'autres mécanismes établis par la Conférence**

Les présentes règles s'appliquent, *mutatis mutandis*, à tout mécanisme ou organe que la Conférence peut établir conformément à l'article 32 de la Convention, à moins qu'elle n'en décide autrement.
